

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

MARDI  
9

DÉCEMBRE  
1975

N° 54  
1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

éditorial

le libéralisme de Juan Carlos

## DES CENTAINES D'ARRESTATIONS EN ESPAGNE

«J'ai pensé au jeune souverain de l'Espagne qui a la responsabilité et la volonté de conduire désormais une nouvelle époque de l'histoire de l'Espagne». C'est ce que déclarait Giscard au sortir de la cérémonie d'intronisation de Juan Carlos 1<sup>er</sup>. Aujourd'hui, qu'en pense Giscard ? Certainement la même chose : il y a, au-delà des Pyrénées, un autre «libéral avancé», soucieux, lui aussi, de décrier la vie politique. Ce libéralisme de Juan Carlos, Giscard et la presse à sa solde, n'ont de cesse de nous le vanter. Et ce, malgré la répression qui continue à s'abattre sur les opposants au franquisme sans Franco.

Cette répression s'est encore durcie, ces derniers jours, avec l'arrestation de plus d'une centaine d'anti-franquistes, surtout syndicalistes, dont Marcelino Camacho, libéré des geôles de Juan Carlos il y a à peine une semaine. Pourquoi cette répression ? Est-ce comme le veulent les défenseurs du «libéralisme» de Juan Carlos, l'action de certains secteurs, résolument franquistes, de l'appareil d'État et qui échapperaient à l'autorité d'un Juan Carlos, résolu, lui, à tourner le dos au franquisme ?

Les peuples d'Espagne savent d'ores et déjà à quoi s'en tenir : toutes ces arrestations sont la réplique de Juan Carlos à leurs luttes. Ces luttes n'ont cessé de se développer ces derniers jours : manifestations dans les universités de Madrid, Barcelone et Séville. Dans cette ville, les grèves et les arrêts de travail se sont multipliés. Toutes ces luttes ont pour but d'obtenir l'extension de «l'indulto» (amnistie) à tous les prisonniers politiques anti-franquistes. Mais ces luttes ne sont elles-mêmes que la réponse des peuples d'Espagne à Juan Carlos. Car les peuples d'Espagne ont vite mesuré ce «libéralisme» que Giscard avait tenu à honorer personnellement en allant au couronnement de Juan Carlos. Ils savent qu'ils n'ont rien à attendre du dauphin de Franco, de celui qu'ils surnomment «Franco II» et dont le trône est construit avec les os blanchis des martyrs anti-fascistes. Ils savent ce que «libéralisme» veut dire pour Juan Carlos : Arias Navaro est toujours premier ministre, lui qui est l'auteur de la législation d'exception «anti-terroriste» ; lui qui a fait assassiner, en septembre dernier, nos cinq camarades du FRAP et de l'ETA.

Cet ancien directeur de la Sûreté Générale, dans les bureaux de laquelle sont morts de nombreux anti-fascistes torturés, reconduit dans ses fonctions de premier ministre, voilà bien ce qu'est le libéralisme de Juan 1<sup>er</sup> Franco II : on prend les mêmes et on recommence.

Alors les peuples d'Espagne apportent à Juan Carlos une réponse appropriée, la même qu'à Franco : lutter jusqu'à la défaite finale du fascisme en Espagne ; quel que soit le fard dont il se grime.  
Camille NOËL

## SEGUY CONTRE LES SOLDATS EMPRISONNES

Hier, Séguy a envoyé une lettre à la CFDT, au sujet de la répression contre les appelés en lutte. Il s'agissait principalement, comme Marchais l'avait fait la veille, de se livrer à une nouvelle dénonciation des «agissements gauchistes irresponsables» dans l'armée. La CGT fait de cette dénonciation tout préalable à une éventuelle action commune. Or dans le tract

diffusé par la condédération CFDT à la manifestation de vendredi, Maire attaquait clairement et dans les mêmes termes «les menées antimilitaristes irresponsables». Il s'agit donc de la part de la direction CGT d'un refus camouflé de toute mobilisation pour soutenir les appelés. La CFDT, de son côté, directement visée par cette répression se trouve isolée.

Cela doit servir de leçon : si la bourgeoisie s'est livrée à une répression d'une telle ampleur, c'est qu'elle veut écraser toute possibilité pour les soldats de se rallier aux travailleurs en lutte, lors des affrontements de classe qui se préparent dans notre pays. C'est pourquoi, il faut organiser le plus large mouvement de soutien pour exiger la libération des emprisonnés,

la levée de toutes les sanctions. Ce n'est certainement pas sur les partis «de gauche», sur les directions confédérales des syndicats qu'il faut compter pour ce soutien. Mais elle entend, dans l'attente d'une hypothétique riposte «unitaire», limiter son action à la défense de ses militants et ne prend pas clairement position en faveur du mouvement des appelés.

## Liban : 100 morts LES PHALANGES CONTRE LES MASSES

Depuis samedi, les phalangistes ont rompu une nouvelle fois le cessez-le-feu : plus de cent musulmans, arrêtés au hasard dans les rues de la capitale et froidement assassinés, plusieurs centaines d'enlèvements perpétrés.

Les responsables des phalanges ont reconnu ces actes criminels tout en essayant de s'en dédouaner en déclarant que : «ce sont des éléments incontrôlés qui font des représailles irresponsables en dépit des ordres des chefs».

Les récents accords signés entre la réaction chrétienne et la bourgeoisie libanaise n'avaient rien réglé : d'une part, ils réaffirmaient l'engagement arabe du Liban (soutien aux palestiniens), d'autre part, ils prétendaient rediscuter la pré-

sence palestinienne au Liban. En relançant le conflit, les phalangistes poursuivent leur politique de division de la population libanaise (chrétiens contre musulmans) qui sert directement les intérêts sionistes en tentant d'isoler les Palestiniens et de s'opposer à l'intégration du Liban dans le front arabe. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard, si des avions israéliens ont survolé Beyrouth ce week-end, et les 300 millions de dollars reçus par les phalanges ne tombent pas du ciel.

Cette aggravation de la crise sert de prétexte à Chamoun (ministre de l'intérieur) pour tenter de rétablir l'État d'urgence qui permettrait à l'armée d'intervenir contre les forces populaires qui s'opposent fermement depuis le début à toutes les manœuvres de partition et de division.

## argentine MILITARISATION CROISSANTE DE LA VIE POLITIQUE



Voir page 8

## 2 ans après les premières luttes contre la Circulaire Fontanet LA SITUATION DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS



Voir page 6

BOUES JAUNES dans la baie de la Seine, les poissons qui ne sont pas morts ne sont pas mangeables

## BOUES JAUNES

Il y a un an, les marins pêcheurs de la baie de Seine, barraient la Seine, bloquant le port du Havre. Ils protestaient contre la pollution marine dans la baie et exigeaient l'arrêt du déversement de matières polluantes par les grosses entreprises chimiques de l'estuaire de la Seine ; le plus pollué de France.  
Suite page 4

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 paris de 8 h 30 à 13 h.

JE VOUDRAIS REpondre A UNE LETTRE DES LECTEURS D'AMIENS.

Je voudrais répondre à une lettre qu'une réunion de lecteurs d'Amiens vous a écrite et que vous avez insérée dans le Quotidien du 2 décembre...

Ces lecteurs d'Amiens ont raison de souhaiter que le Quotidien devienne vraiment le Quotidien du Peuple, qu'il devienne l'affaire des masses... Cela ne veut pas dire sous prétexte de donner la parole au peuple, refléter ce qui bouge dans le peuple, sans ligne de conduite... Aussi je pense qu'une page comme celle de G. Ferréol dans les derniers numéros était indispensable. Elle donne des perspectives, elle éduque...

LA VOIE DU COMMUNISME QUE VOUS AVEZ CHOISIE.

Je lis quotidiennement votre journal, et je tiens à vous dire qu'il est très intéressant, car il fait de bonnes analyses politiques et des problèmes des travailleurs. De plus la voie du communisme que vous avez choisie est très bonne et d'un intérêt non négligeable.

P.N. Martigues

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml) Adresse postale : BP 225 75 924 Paris cedex 19 CCP n°23 132 48 F Paris Directeur de publication : Y.CHEVET imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP Commission Paritaire : 56 942

Un ancien du P(C)F - Paris.

FRONT ROUGE N° 2 NOUVELLE SÉRIE

organe central du PCR (ml) est sous presse LE NUMÉRO 5 F

Passez vos commandes

FRONT ROUGE - BP 161 75 864 PARIS CEDEX 18 CCP 31 191 14 La Source



le quotidien du peuple

QUI SONT CÉS FIERS A BRAS ?

Aujourd'hui en 1975 certains faux communistes font courir la calomnie suivante à Paris :

- Où trouvent-ils l'argent pour imprimer le Quotidien du Peuple ?

Ils sont financés par les flics et les patrons !...

Puis ces faux communistes qui n'arrivent pas à intimider nos militants les frappent et déchirent les tracts.

Qui sont ces fiers à bras ? Sont-ils des fascistes ? Aux travailleurs de le dire !... Ce sont des membres du service d'ordre de la CGT et du P(C)F.

Voilà ce qui se dit et ce qui se passe dans les manifestations à Paris en 1975.

A la manifestation du mardi 2 des discussions s'engageaient entre nous et les travailleurs, sur le trottoir.

Des faux communistes calomniaient, tentaient d'intimider, insultaient mais cette fois-ci ils n'ont pas osé frapper devant les travailleurs.

Notre journal ne reçoit aucun

fonds des patrons que ce soit directement ou par la publicité comme Ricard ou Dassault dans l'Humanité Dimanche. Il est confectionné par des militants ouvriers et intellectuels qui collectent et qui cotisent et dans la classe ouvrière et paysanne. L'argent sort uniquement de la poche des travailleurs. C'est difficile nous en savons quelque chose pour attendre 15 millions et sortir le 12 pages.

Mais les travailleurs doivent savoir pourquoi les marxistes-léninistes luttent contre le révisionnisme moderne et le réformisme. Où sont les vrais communistes ? Comment lutter contre le capitalisme, l'impérialisme et le social impérialisme.

La parution de notre journal gêne les fiers à bras révisionnistes, c'est certain qu'ils emploient la calomnie, l'insulte ou les coups.

C'est comme cela que les masses sauront distinguer les vrais marxistes des faux.

M. de Ste. Geneviève des Bois

les lecteurs en débattent

LA RUBRIQUE TÉLÉVISION

Voici quelques idées par rapport à cette rubrique après discussions avec des lecteurs.

■ Telle qu'elle existe, cette rubrique est largement positive. On note un vif intérêt chez les camarades, dans les masses.

Notons deux initiatives nouvelles et intéressantes : «la sélection télévision» et le fait de resituer dans la réalité le film, ou pourquoi on fait passer ce film à tel moment. Ex. film l'homme perdu/Attica. Film Virginie/campagne de Ponia. Feuilleton «Ces grappes de ma vigne/une explication du problème de l'exode rural.

■ Cependant cette rubrique est par beaucoup d'aspects encore bien insuffisante. Nous nous rendons bien compte que tout ne peut être fait «du jour au lendemain», cependant nous pensons que nos critiques peuvent être utiles.

■ Jusqu'à présent, il ne s'agissait que de la critique d'un film ou d'une émission. A ce niveau, cela semble insuffisant.

■ Il n'y a pas de critiques d'émissions beaucoup regardées comme les feuilletons, ou les jeux. Ces émissions, du fait qu'elles sont vues tous les jours sont plus dangereuses, plus vicieuses qu'un grand film réac d'un soir. Par exemple : dans un feuilleton on «s'attache» au personnage, à leurs problèmes. Pour les jeux il y a le phénomène d'identification «celui-là a gagné pourquoi pas moi», de participation, le fait que des éléments des masses soient à ces émissions.

■ Il n'y a pas de critiques sur des émissions qui s'adressent à des groupes spécifiques - femmes, jeunes, enfants - S'il est également nécessaire que de telles critiques apparaissent dans les pages «femmes», «jeunes», «enfants», il faut les 2 aspects.

Une critique d'une émission comme «Aujourd'hui Madame» qui paraît l'après-midi serait importante : à cette heure-là beaucoup de femmes au foyer la regarde.

Les émissions pour les enfants

nécessitent également une critique spéciale.

■ Il pourrait y avoir également critique d'un jour de télé Le mercredi pour les enfants, le samedi après-midi, le dimanche. Pourquoi on place telle émission tel jour, etc...

■ Il n'y a pas encore eu de critique de la télévision comme appareil idéologique, son rôle, ses liens avec l'Etat, le patronat etc... les différentes chaînes, l'évolution, etc...

■ Il n'y a pas eu non plus de critique sur le nouvel aspect de la télé. On remarque cependant depuis quelques mois un nouveau style, une «libéralisation» de la forme : speakrines, présentation des émissions, publicité, horoscopes chaque soir, apparition de la pornographie, etc...

■ Au niveau du fond des critiques, c'est essentiellement positif. Mais la critique n'insiste pas assez sur les différentes contradictions qui existent au niveau de la bourgeoisie. On a un peu l'impression que les films sont faits par les mêmes personnes toujours absolument d'accord avec la bourgeoisie au pouvoir. Il faudrait plus insister sur les contradictions. Pourquoi tel film (on présente souvent des vieux films) a été fait, comment il sert la bourgeoisie aujourd'hui. Cela apparaît en général mais n'est pas suffisamment analysé (problème des articles trop petits). Il serait également intéressant de plus parler du rôle des metteurs en scène, des acteurs. Montrer que quoiqu'ils disent, ils se mettent au service de la bourgeoisie.

LA FORME DES CRITIQUES :

Il serait nécessaire de trouver des formes nouvelles. Jusqu'à présent c'était souvent une dénonciation globale d'une émission : ce qu'on a vu, ce que ça a voulu dire.

■ Il faudrait trouver d'autres approches : partir d'un personnage du film ( par exemple «le patron-pantin»), d'un thème donné.

Il y a d'ailleurs beaucoup de

positif (déjà dit précédemment) dans les dernières critiques avec cette liaison à la réalité.

● Il serait nécessaire que ce ne soit pas toujours la critique du critique Claude Villard. C'est tout à fait juste qu'il y ait un critique. Mais d'autres formes de temps en temps seraient bien : par exemple, formule de table ronde autour d'une émission (un pendant au débat des dossiers de l'écran).

● Donner la parole aux gens : faire des enquêtes. Que pensent les travailleurs de telle émission, tel présentateur (Guy Lux), des jeux.

Lancer le débat dans le journal. C'est dans ce cadre là qu'on pourra montrer des aspects «positifs» de la télévision - ce que retirent, les gens, en positif de la télé. Cela demanderait plus de participation de l'ensemble des lecteurs. Montrer que ce n'est pas l'affaire de spécialistes.

C. Villard pourrait également se rendre chez les gens pour voir la télé (pas s'inviter comme Giscard !), dans des foyers de jeunes travailleurs, des cafés. Ce qui existe aujourd'hui est bon, il faut le conserver en l'améliorant, mais il manque essentiellement ce point de vue des masses.

Par exemple, une idée juste largement répandue : le fait que la télé intoxique les enfants, qu'ils ne parlent que de publicité, qu'ils ne jouent qu'aux voleurs, aux cowboys à cause des films qu'ils regardent et que si on les laisse devant la télé, c'est parce que là au moins ils sont tranquilles. C'est une idée sur laquelle on peut s'appuyer. Pour cela il faut engager l'enquête. Lancer un débat dans le journal : sur un feuilleton, un jeu ou une émission régulière par exemple.

Point annexe : il est intéressant de voir des critiques de télé dans les autres rubriques - par ex. rubrique femmes, rubrique internationale. C'est un des points qui concrétise l'idée que la télé n'est pas neutre.

des camarades de Besançon

en avant pour douze pages six jours sur sept

RASSEMBLONS

je souscris

10 F 50 F 100 F F

Nom Profession Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75 924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

LES 15 MILLIONS

# PTT faire échec à la réquisition

Lundi 1er décembre mi-nuit : les postiers de Paris Chèque Bourseul décident la grève dans le cadre de la journée d'action du 2 décembre. La direction nomme alors une vingtaine de gars. «Réquisitionnés» parce que «l'arrivée» est un service indispensable au bon fonctionnement des chèques postaux. Malgré les vives protestations et la volonté de lutte des gars, la direction de la CGT conseille aux «réquisitionnés» de ne pas faire grève. Mardi 2 décembre c'est au tour de tous les postiers de Montparnasse (brigades de nuit) d'entrer en lutte dans le cadre de la journée nationale d'action. Même manœuvre de la direction, mais cette fois-ci la riposte est rapide, la grève est effectuée à 100% et on décide de la reconduire au lendemain. Mercredi 3 les deux autres brigades

de Bourseul devaient débrayer ce jour-là. Des postiers avaient déjà reçu leur «réquisition» par lettre recommandée avec accusé de réception. Au lieu de partir à minuit comme c'était prévu c'est dès 21 H que les postiers débrayent, après s'être donné rendez-vous pour l'assemblée générale du lendemain. A Montparnasse la lutte est reconduite avec succès pour le jeudi et le vendredi.

Pour les révisionnistes du P«C»F qui dirigent la CGT cette lutte est un refus de leur grévette d'un jour par mois, il leur fallait donc briser ce mouvement. Déjà à l'assemblée générale, ils discutaient plus avec le chef du centre qu'avec les postiers. Puis c'est une longue intervention si confuse et équivoque qu'on n'arrive même pas à savoir

s'ils sont pour la grève ou non. Les gars demandent : «Vous appelez oui ou non à la grève ? ». « Il faut une grève à 100% ou rien ! » La direction de la CGT explique alors qu'elle est pour la lutte mais que les gars ne veulent pas se battre, les postiers exigent alors un vote pour vérifier ces «affirmations». Le vote a lieu : 60% pour, 40% contre, dans ces 40% la plupart étaient au début de la lutte mais étant donné la position des révisionnistes ils n'avaient plus confiance dans l'issue de la grève, et se rappelaient la trahison de l'année dernière.

De nombreux gars s'expriment : «On ne peut pas partir seul... Oui mais il faut commencer, la grève de l'an dernier est partie du PLM et a fait tâche d'huile...».

Vendredi toute la journée, la CGT organisait une permanence à la cantine.

Les gars de la nuit sont venus nombreux à cette occasion expliquer leur lutte aux filles des Chèques qui ont, nombreuses, exprimé leur solidarité. Cependant, vendredi soir, arguant de la non-solidarité à Bourseul, les révisionnistes font reprendre l'arrivée Montparnasse, malgré les décisions prises l'avant-veille en AG.

A travers ces questions, ces réflexions c'est la question du mouvement d'ensemble qui se pose et beaucoup commencent à comprendre qu'il se construira en luttant contre le P«C»F. De nombreux postiers commencent aussi à tirer les leçons de cette assemblée générale : «Ces gars là il ne faut plus les laisser parler, ils cassent tout, la prochaine fois on pourra les empêcher de diriger l'AG».

Correspondant PTT

## Blaupunkt : la bourgeoisie veut faire un exemple



La bourgeoisie a déclenché une campagne de répression de grande ampleur contre le mouvement des soldats et les syndicalistes qui le soutiennent. C'est en fait une offensive pour s'attaquer au mouvement ouvrier dans son ensemble. Témoin ce qui se passe à Caen. Là, il n'est pas question de l'armée, mais de rechercher des photos qui auraient été faites au moment de la «séquestration» du directeur de Blaupunkt, en juin-juillet. Les travailleurs étaient à ce moment en lutte pour le 13<sup>e</sup> mois. La saisie de ces soi-disant photos, permettrait de licencier des militants gênants. C'est ainsi qu'après perquisition chez un délégué de la S.M.N., c'est quatre autres délégués CFDT, de Blaupunkt cette fois, qui ont été perquisitionnés par la PJ.

Le but est clair : s'opposer par tous les moyens aux luttes résolues, intimider les travailleurs dans les usines comme à l'armée.

Une manifestation de riposte à ces mesures de caractère fascisant a été décidée pour mardi 9 décembre, par la CFDT, le PCR (ml) et d'autres organisations. Ne laissons pas se développer la campagne d'intimidation et de répression de la bourgeoisie, organisons la réplique ouvrière.

correspondant Caen

## Vet-France (Lisieux) : Contre la répression, on occupe les locaux !

C'est une boîte particulièrement infecte que cette petite usine de confection de Lisieux dans le Calvados. 160 personnes (en majorité des femmes) travaillent dans des conditions révoltantes pour un salaire qui n'atteint parfois pas le SMIC, quand la prime d'assiduité saute pour un léger retard. Les cadences sont épuisantes.

Le 28 novembre à midi, la mesure est comble : la direction fait sauter la prime de production de 5% à cause de «la mauvaise conjoncture économique» ! Aussitôt, la grève est décidée. Les piquets sont mis en place et le cahier de revendications est élaboré :

- 6% d'augmentation des

salaires.

- rétablissement de la prime de production de 5%.
- 13<sup>e</sup> mois pour tous.

Jeudi matin, les flics interviennent pour faire rentrer les quelques cadres. Pour protester contre cette attaque, un rassemblement des boîtes de toute la ville a lieu le soir même. L'importante participation des travailleurs de toutes les branches contraint le sous-préfet à un recul : il promet de ne plus envoyer ses flics contre les grévistes. Mensonge éhonté, car dès le lendemain, nouvelle intervention et brutalités policières. Ils pensaient casser la grève, ils la ren-

forcent : les grévistes occupent aussitôt les ateliers. L'après-midi, une manifestation de soutien regroupant des gars de Wonder, Beretta, Dahl, Leroy, Vernon, Somua... et beaucoup d'autres s'organise rue du Général Leclerc, devant Vet-France.

Le patron ne daigne même pas se déplacer. Depuis Limoges (siège social) il dirige la répression, alternant arrogance et menaces. Il parle de porter plusieurs plaintes. Tout ceci n'impressionne guère les grévistes bien déterminés à arracher leurs justes revendications !

Gérard PRIVAT

## du champagne pour la direction, la trique pour les travailleurs

Il y a maintenant un mois, les Chantiers de France de Dunkerque lançaient un nouveau méthanier de 125 000 tonnes.

Comme l'exige la tradition, la marraine, les autorités locales et la direction arrosaient l'évènement pendant que les ouvriers étaient conviés... à admirer leur œuvre. La fête, quoi ! Aux frais des travailleurs ! Depuis, les conditions de travail et la répression ne font que s'aggraver.

Les cadences augmentent sans arrêt, il serait même question de mettre toute l'entreprise en 3x8, provoquant des accidents de plus en plus fréquents : la semaine dernière, une poutrelle mal arrimée s'écroulait sur deux

ouvriers, en blessant un grièvement (cage thoracique défoncée). Les ouvriers des chantiers sont payés au «boni» et comme les salaires de base sont parmi les plus bas de la région, ils sont obligés de bourrer, au détriment de la sécurité. Le matériel est insuffisant ou en mauvais état. Les différents corps de métier travaillent en même temps pour gagner du temps, augmentant d'autant les risques.

Cette offensive contre les conditions de travail s'accompagne d'une tentative de museler les travailleurs. Ainsi le nouveau règlement de l'usine dit : « le personnel ouvrier et employé est soumis à la subordination envers tout

ingénieur, cadre ou agent de maîtrise, que ce personnel soit placé directement ou non sous l'autorité dudit ingénieur, cadre ou agent de maîtrise, auquel il doit le respect ainsi qu'au personnel de surveillance et de contrôle ».

En cas d'absence, la direction « se réserve le droit de faire effectuer une enquête ou un contrôle par toute personne désignée par elle ».

Ainsi, pendant qu'une partie de la classe ouvrière est réduite au chômage, l'autre subit accélérations des cadences, accidents et répression constante. Il faut en finir avec cette politique de crise, de division !

correspondant Dunkerque

## Répression contre un militant paysan

Aujourd'hui mardi, un agriculteur responsable départemental de la F.D.S.E.A. comparait devant le tribunal correctionnel de Rochefort en application de la loi anti-casseurs.

Le 2 septembre 1974, en effet, sur une place de Rochefort, de nombreux paysans en colère avaient intercepté un camion de viande en provenance de Grande-Bretagne et l'avaient délesté de son contenu, protestant ainsi contre l'anarchie du marché de la viande qui profite aux intermédiaires et ruine les petits producteurs.

L'accusé risque de 6 mois à 5 ans de prison. Mais nombreux seront les paysans et ouvriers qui viendront le soutenir lors du procès.

correspondant Saintes

## Grogne des producteurs d'œufs

Des œufs qui reviennent à 0,24 pièce aux producteurs, qui leur sont achetés entre 0,14 et 0,19 et qui nous sont facturés 0,50... Alors les producteurs d'œufs de Saône-et-Loire, sans rien dire aux directions de la FDSEA, se concertent et vont, de nuit, jeter des œufs et des volailles crevées dans la cour de la sous-préfecture de Louhans et de Charolles. Mr Jarrot, ministre de la qualité de la vie a droit lui aussi à de semblables attentions nocturnes...

Signe de mécontentement dont l'efficacité ne sera certainement pas suffisante... Cependant signe d'une colère qui monte...

Correspondant Saône-et-Loire

## TABLE RONDE AVEC LES TRAVAILLEURS DU CENTRE FPA DE SAINT-ÉTIENNE DE ROUVRAY

Le QdP : Vous venez de mener une lutte de 15 jours, avec des débrayages, des manifestations, certains ont même fait une grève de la faim. Pourquoi cette lutte ?

—Gérard : Nous venons de mener une lutte contre l'arbitraire : pas le droit de se réunir, d'afficher, etc... Au centre, les moniteurs ont le pouvoir et jouent le rôle de petits chefs qui tiennent à ce que nous fassions le rendement. Au centre, on apprend à être des ouvriers dociles, exploitables à merci !

—Raymond : Nous luttons aussi pour rester des travailleurs à part entière, statut qu'on nous supprime à l'entrée : c'est pour ça qu'une de nos revendications, c'est le droit de créer des sections syndicales, de s'organiser comme des ouvriers et non comme des stagiaires.

—Gérard : la FPA est un centre de pré-sélection politique où les ouvriers combattifs sont mis de côté. Beaucoup de moniteurs ont des con-



«ON NOUS APPREND A ÊTRE DES OUVRIERS DOCILES»

tacts avec des boîtes, Renault par exemple, et placent les gars les mieux.

Le QdP : Vous remettez donc justement en cause le rôle des centres FPA. Au cours de votre lutte, vous avez rencontré les faux communistes du P«C»F (dans la CGT) et les «socialistes» (dans la

CFDT), qui ont saboté littéralement votre lutte. Comment l'expliquez-vous ?

—Raymond : la CGT (l'Union Locale extérieure à la ville) a cassé notre mouvement et s'est opposée à la grève générale, s'appuyant notamment sur les pressions pesant sur les camarades immigrés

menacés (par le Consul de Tunisie) de suppression de la carte de travail.

—Pierre : Les directions CGT, CFDT et FO nous ont accusés de «ne pas respecter le règlement intérieur» qui dit justement «qu'il est interdit d'avoir des discussions de nature à troubler l'ordre». Mais quel ordre ? Il fallait liquider ceux qui remettaient en cause le rôle des FPA et de toute la société en fin de compte !

Le QdP : Quel a été le rôle de la direction CFDT de Rouen ?

—Pierre : La CFDT à Rouen est entre les mains du PS. Quand on leur a demandé de soutenir nos réintégrations, ils ont dit qu'ils avaient trop de travail. Quand on a voulu monter une section syndicale dans le centre, ils ont refusé aussi, faisant la chasse aux sorcières.

(à suivre)

(propos recueillis par R. FEUILLET)

# LES BOUES JAUNES

SUITE DE LA PAGE 1

dans la baie de la Seine,  
les poissons qui ne sont pas morts sont immangeables



C'était le 10 décembre dernier : les bateaux barraient et bloquaient le port de Rouen.

Ils exigeaient avant tout que Rhône-Poulenc et APC (Azote Produits Chimiques) qui traitent des phosphates cessent de rejeter en mer leurs déchets : du phosphogypse. C'est sans danger prétendaient les industriels concernés qui ont continué à déverser quotidiennement 10 000 tonnes de phosphogypse en mer. Conséquence : alors qu'en 73, les pêcheurs honfleurais avaient pêché 52 tonnes de crevettes, ils n'en auront pêché que 9 tonnes en 75 !

Quand le poisson ne disparaît pas, il est souvent impropre à la consommation. L'an dernier, des lots de crevettes étaient saisis aux halles de Rouen et de Caen en raison de leur mauvais goût. Cela suffit à prouver la toxicité de ces rejets qui augmentent la salinité marine, provoquant le développement de plancton toxique responsable de maladies chez les poissons. Les déversements sont outre responsables de l'augmentation du taux de cadmium, d'acide phosphorique, de cuivre, de nickel et de sulfures dans la baie de la Seine. A cela s'ajoute le rejet des hydrocarbures de la raffinerie de Port-Jérôme et de bioxyde de titane (autorisé par décret préfectoral comme pour le phosphogypse) d'une autre usine. Tous ces produits, c'est bien connu, sont sans danger pour les espèces marines...

La mobilisation des pêcheurs, leurs actions et le

soutien des organisations écologistes de la région ont permis d'obtenir un premier succès. Le tribunal administratif de Rouen, saisi par le syndicat des pêcheurs, a suspendu les arrêtés administratifs autorisant le déversement en phosphogypse.

Malgré ce jugement, les déversements se sont poursuivis. Le juge des référés a alors demandé la saisie du phosphogypse contenu dans les barges de déversement. Mais le verdict sera-t-il appliqué ? Pour l'instant, c'est peu probable. Les patrons des deux entreprises concernées font le chantage aux licenciements, prétextant que la décision remet en cause la survie de leurs entreprises. Pourtant, il est possible d'utiliser le phosphogypse dans la fabrication de plâtre. Rhône-Poulenc a d'ailleurs étudié cette possibilité, mais pour l'instant, il est plus rentable de jeter les déchets en mer qu'elles qu'en soient les conséquences.

Quant à Jarrot, le ministre de la pollution qui continue ses mauvaises facéties (du genre journée sans voiture), on s'attend à ce qu'il introduise un recours en conseil d'Etat contre la décision du tribunal administratif de Rouen, à moins que les industriels ne s'en chargent eux-mêmes. Il a cependant déclaré qu'il ne pouvait pas contraindre les entreprises à cesser leurs déversements. Une fois de plus, il se fait le complice des pollueurs.

## CHIRAC ET GROSSMANN AU CONGRÈS DES JEUNES UDR

### un congrès fascisant

Le rassemblement de l'UDR-jeune visait à reconstituer une organisation destinée à mobiliser la jeunesse après la faillite de l'UJP. Cette nouvelle organisation s'est trouvée une idole en la personne de Chirac qui fut même accueilli aux cris de «Chirac président». C'est dire qu'elle est destinée à appuyer personnellement la politique de Chirac.

Celui-ci qui avait laissé jusqu'à maintenant le soin à Poniowski de tenir des propos fascisants, a tenu à mobiliser ses jeunes sur un thème qui l'est également.

Grossmann, se livrant à la démagogie sur la nécessité de la «lutte sans merci sur le front social», a donné le ton avec un discours proprement hystérique.

Chirac, lui, a fourni la matière. Après avoir évoqué les risques «d'une société de décadence», il déclare : «Face à ces dangers qui nous menacent... c'est notre civilisation qui est en cause». Il traduit ainsi les inquiétudes de la bourgeoisie devant la montée des luttes populaires

et aux incertitudes qu'elle ressent de pouvoir les juguler. C'est la préparation d'une solution qui en tout état de cause lui permette de maintenir son pouvoir.

Le raisonnement de Chirac est assez simple : «Les régimes autoritaires se développent... les institutions démocratiques sont surnoisement sapées... l'autorité de l'Etat est la condition du maintien de la liberté». Ainsi il faut renforcer l'appareil répressif de l'Etat pour éviter que d'autres le fassent. C'est une manière de justifier le développement de la répression policière contre les travailleurs en lutte, contre les soldats du contingent, contre des syndicalistes. La Cour de Sécurité de l'Etat est un instrument de défense de la liberté !

La démagogie de Grossmann et la «défense de la liberté» de Chirac se complètent pour préparer le renforcement d'une dictature bourgeoise qui a de plus en plus de mal à se maintenir si elle n'emploie pas systématiquement la répression.

## l'eurogroupe et la France : une politique de compromis

Hier, se réunissaient à Bruxelles les ministres de l'Eurogroupe. Jeudi est prévue une réunion des ministres de l'OTAN. La question des rapports de la France avec l'OTAN revient donc encore une fois au centre de l'actualité. L'Eurogroupe, qui n'est qu'un organisme relativement informel, rassemble les ministres de la défense des pays européens membres de l'OTAN (sauf la France, l'Islande et le Portugal). Il n'est en fait qu'un paravent de l'OTAN. Sa mission est de rechercher une standardisation des armements sous la houlette de l'impérialisme US.

Ce dernier, à l'occasion de l'affrontement qui l'oppose en Europe à la deuxième superpuissance, l'URSS, entend, en particulier, imposer son hégémonie et son contrôle de la fabrication des armements. Schlesinger, ancien secrétaire US à la défense, demandait encore, il y a deux mois que les pays de l'OTAN s'entendent sur la fabrication de «prototypes multinationaux» dans le cadre de l'organisation. On voit donc l'enjeu.

Le gouvernement giscardien s'emploie à masquer toutes les concessions qu'il fait aux superpuissances et en particulier à l'impérialisme US. On comprend donc que Sauvagnargues ait, jeudi dernier, en réponse à une question de Debré, déclaré qu'il «convient de n'accorder aucune créance aux informations» qui font état de la «participation de la France aux travaux de l'organisation dite Eurogroupe». Mais, au-delà de l'appartenance formelle à cet organisme, la réalité est différente.

Dans le domaine de la fabrication d'armes, le gouvernement français, a, on le sait bien, fondé la rentabilité de son industrie sur un pourcentage d'exportations très élevé. C'est le propre de toute industrie capitaliste d'armement. Mais, aujourd'hui, comme en témoigne l'échec retentissant du «marché du siècle», la bourgeoisie s'affronte à une concurrence des plus acharnées. Sous peine de voir disparaître, faute de rentabilité, son industrie nationale, elle est donc amenée à composer, d'une part, avec ses «partenaires» européens, d'autre part, avec les USA.

L'abandon, annoncé officiellement la semaine dernière, de l'ACF (avion de combat futur) projeté par la France, en concurrence avec l'avion MRCA (projeté par les «partenaires» de la CEE), est encore le signe des difficultés rencontrées par la politique actuelle de la bourgeoisie française.

Même si la France, donc, ne rentre pas officiellement dans l'Eurogroupe, elle recule devant les pressions des USA. Elle pratique une politique de compromis, qui ne peut qu'accroître les chances du contrôle US sur la politique de défense nationale.

La bourgeoisie, en ce domaine de la défense nationale comme en d'autres, est en effet, guidée d'abord par ses profits et non par la stricte défense de l'intérêt du peuple. Sur ce sujet, aucune confiance ne saurait lui être accordée.

Paul LEFORT

## sacilor

«Ce n'est pas après coup seulement, qu'il faut s'occuper de la sécurité»



Lorsqu'ils ont appris la catastrophe qui a tué trois de leurs, les sidérurgistes se sont mis en mouvement : dès la fin du poste, une manifestation de plus de mille travailleurs s'est rendue devant les bureaux de la direction pour montrer leur colère. La réaction des directeurs a été éloquente ! L'un d'eux répondit carrément : «merde» aux ouvriers, pendant que l'ASSIMILOR faisait passer un communiqué dans le «Républicain Lorrain» : «Les accidents se sont accrues fortement depuis qu'ils sont indemnisés à 100%», comme si les travailleurs s'amusaient à risquer leur vie pour tirer au flanc !

Le jeudi matin, à la prise de poste, les travailleurs de Rombas et de Grandange se rassemblent, ils organisent meeting et piquets de grève. Seuls quelques isolés s'élèvent contre ces piquets. La direction essaie de diviser en gonflant les listes des équipes de sécurité (des équipes de 20 à 25 alors que les équipes, les jours précédents étaient de 3). Les piquets de grève à Rombas et aux aciéries de Grandange restent fermes. La grève est suivie à 100%. Les travailleurs ne laissent passer que les

équipes de sécurité de taille habituelle : «De toute façon, il y a assez de cadres pour s'occuper de la sécurité, et puis ce n'est pas après coup seulement qu'il faut s'occuper de la sécurité !»

Aux piquets, des ouvriers accusent : «avant dans mon équipe d'entretien, on était 5 à 6, maintenant je suis seul ; on avait les 8h de poste pour faire l'entretien et maintenant, on nous fait attendre plusieurs heures avant de commencer ; résultat, on est toujours à la bourre !»

Un délégué CGT : «si nous risquons tous les jours notre vie, ce n'est pas, comme ils disent, la fatalité, c'est l'augmentation sans cesse des cadences, c'est le résultat du chômage partiel. C'est pour ça qu'il faut se battre pour la 5<sup>e</sup> équipe». Samedi, le jour des obsèques, des débrayages ont eu lieu dans toutes les usines du groupe. La colère des travailleurs reste complète. Ils sentent l'impasse dans laquelle les mènent les directions syndicales avec leur attentisme. «C'est le moment de lutter, il faut réduire d'écart des salaires. C'est la seule solution aussi pour faire l'unité. Ça et la 5<sup>e</sup> équipe, ça mobilisera les gars !»

### BETHUNE.

L'Association de Défense des familles des victimes de la catastrophe du 27 décembre de Liévin communique : après le désaisissement du juge Pascal et le rapport du Services des Mines qui prétend renouer avec la thèse de la fatalité, 18 familles ont adhéré à l'Association et se sont portées partie civile le 2 décembre pour faire toute la vérité sur la catastrophe, pour faire porter les responsabilités au plus haut niveau, pour faire cesser tous les faux-bruits !

Le 6 décembre, Liévin.

# Portugal : Quelques leçons

Le coup réactionnaire du 25 novembre est venu brutalement refroidir un certain nombre d'enthousiasmes que pouvait susciter le « processus révolutionnaire » en cours au Portugal. Au-delà des déceptions momentanées, il faut, certes, conserver avant tout notre confiance dans la classe ouvrière, dans le peuple portugais, dans leur capacité à résoudre les difficiles questions politiques auxquelles ils sont confrontés. Mais le moment est aussi venu de tirer quelques leçons politiques utiles pour notre propre lutte. Comprendre comment, en fait, la révolution, la prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés, n'était pas en cours au Portugal, voilà qui pourra nous aider à faire en sorte que, chez nous, à l'occasion des batailles de classes qui ne vont pas manquer de se développer, la question soit réellement posée, prise en charge par les larges masses.

## 25 novembre : un coup facile

Et lorsque les travailleurs de la Lisnave tentent de mettre sur pied un « contrôle ouvrier » sur l'administration - aujourd'hui nationalisée - de leur chantier naval, en dehors d'un contrôle de l'ensemble de l'économie, d'une planification centralisée entre les mains de la classe ouvrière, les ouvriers de l'entreprise ne peuvent en réalité avoir aucune prise sur les choix fondamentaux qui orientent la production. Dans tous ces exemples, on voit comment la question décisive reste celle du pouvoir central de l'État.

Pourtant, malgré toutes ces expériences, les masses n'en sont pas venues à la poser nettement. De même, l'influence au sein de la classe ouvrière du parti communiste portugais connaît des hauts et des bas apparemment surprenants : largement déconsidéré après plusieurs mois de pouvoir, le P«C»P se trouve, le 16 novembre, à Lisbonne, à la tête d'une des plus importantes manifestations populaires que le Portugal ait connues. Il dirige le « secrétariat des commissions de travailleurs de la ceinture ouvrière de Lisbonne qui a convoqué cette mobilisation, alors que, quelques mois auparavant, les commissions de travailleurs étaient un des lieux de résistance les plus marqués à son influence dans la classe ouvrière. Illusions entretenues sur le « pouvoir populaire à la base », influence du révisionnisme restée malgré tout vivace : tels sont les « mystères » de la conscience politique des masses portugaises, après des mois de mobilisation et de vie politique intense, et qui ne peuvent trouver qu'une réponse : ce que sont jusqu'ici, les « forces révolutionnaires » au Portugal.

L'idée que le Portugal pouvait être un exemple, un modèle en quelque sorte, pour la révolution en France, était trop commode. Elle a, quelques mois durant, fait l'affaire d'une classe, de lignes politiques exprimant ses vues : c'est de la petite bourgeoisie que nous voulons parler, et de ceux qui, tout en la représentant dans les faits, prétendent au titre de révolutionnaires. Le « coup d'arrêt » du 25 novembre, après les différentes crises qui ont secoué le Portugal des mois durant, met en effet en relief deux questions centrales, au demeurant étroitement liées entre elles : la question du pouvoir d'État, la question de la rupture avec le révisionnisme.

Signes évidents de cette réalité, présents dans l'affaire même du 25 novembre : premièrement, le fait qu'une « gauche militaire apparemment puissante se soit trouvée écrasée en quelques heures avec une étonnante facilité : preuve que rien ne saurait remplacer l'armement révolutionnaire du prolétariat, et que tous les « gauchissements » possibles et ima-

ginables d'une armée bourgeoise ne peuvent tenir lieu de la destruction révolutionnaire, par les masses en armes, de l'appareil d'État ; le ralliement des soldats et, le cas échéant, de certains officiers, ne constituant qu'un aspect dérivé, de l'insurrection. Deuxièmement : la nature politique des forces militaires touchées aujourd'hui, au niveau supérieur, par la répression, et qui va d'éléments très proches du P«C»P, comme l'amiral Contreiras, à une « gauche » apparemment beaucoup plus « révolutionnaire » dans ses choix : c'est bien, en réalité, une sorte de continuité qui existait entre différents groupes d'officiers constituant la « gauche militaire » et qui, dans les faits, n'ont jamais, ni les uns ni les autres, dégagé de perspective politique concrète autre que celle du P«C»P. Voilà qui, en fin de compte, aurait pu être secondaire, n'avaient été les espoirs que certaines forces politiques ont, en permanence, conduit les masses à placer dans ces groupes d'officiers.



Repas collectif dans une ferme occupée.

## l'initiative des masses et la question du pouvoir

Un facteur fondamental demeure en effet, sans lequel toute compréhension de la situation au Portugal demeure impossible : le mouvement des masses, que les différentes « solutions » imaginées par la bourgeoisie n'ont pu jusqu'ici liquider : cause essentielle de leurs échecs successifs. Depuis le 25 avril 1974, le peuple portugais est en lutte pour la satisfaction de certaines aspirations fondamentales : liquidation totale des racines de l'ancien régime fasciste ; droit à la terre pour les paysans, au travail et à une vie décente pour les ouvriers, au logement pour les masses populaires des villes. Pour leur satisfaction, les masses populaires se sont organisées à la base ; elles ont pris l'initiative ; occupations de maisons vides dans les villes, occupations de terres à la campagne, tentatives pour mettre en place, dans les entreprises, un « contrôle ouvrier » sur le patronat. Expression active d'aspirations de classes profondément justes, signes d'un haut degré de

mobilisation, les commissions de travailleurs et d'habitants, les collectifs d'ouvriers agricoles et de paysans, sont autant d'instruments que le peuple aurait pu mettre en œuvre pour régler la question du pouvoir. Une condition fondamentale y a manqué jusqu'ici : que cette question elle-même soit clairement posée au sein des masses, en termes révolutionnaires.

Toute l'expérience des masses les y conduisait pourtant ; l'aspect « autogestionnaire » de leur mouvement démontrait quotidiennement le caractère illusoire de toute « prise du pouvoir à la base ». Quand les ouvriers agricoles de l'Alentejo occupent les terres des grands propriétaires fonciers et s'organisent en coopératives, ils rencontrent le problème des crédits, des machines agricoles, pour lesquels ils n'ont d'autre solution, en régime capitaliste, que de s'adresser à l'institut de la réforme agraire, organisme d'État bourgeois dont les critères de « rentabilité » sont ceux du profit. Quand les habitants de Casal Ventoso, sorte de « bidonville en dur » de Lisbonne, construisent de leurs mains des sanitaires publics pour améliorer un peu des conditions d'hygiène déplorables, la décision d'y amener l'eau reste du ressort de la municipalité - bourgeoise : des mois plus tard, les travaux étaient toujours en l'État.

## quand les officiers parlent de « pouvoir populaire »

A cet égard, les événements de l'été dernier sont significatifs. Le 8 juillet, l'assemblée générale du mouvement des forces armées publie un « plan d'action politique ». Ce plan comporte une série de positions inspirées par les « officiers révolutionnaires » en désaccord avec le parti révisionniste. Notamment une définition de la construction d'un « pouvoir populaire » à partir de la base : « les organisations populaires constitueront l'embryon d'un système expérimental de démocratie directe à travers laquelle s'établit un pouvoir avec la participation active de tout le peuple portugais à l'administration publique et à la vie politique nationale... ». « L'association future de ces organes populaires et unitaires pourra voir la constitution d'embryons d'organes ou d'assemblées locales représentatives des intérêts des populations qui, graduellement, et en discussion avec les organes locaux de l'administration publique, vont les dynamiser et identifier les véritables objectifs locaux de l'intérêt populaire ».

Le schéma de la construction d'un « pouvoir populaire à la base », parallèle à l'appareil d'État bourgeois, et visant prétendument à le grignoter petit à petit, est clairement défini. C'est sur cette voie de garage que vont s'engager, des mois durant, les tenants du « pouvoir populaire », rassemblés quelques semaines plus tard au sein du « Front Uni Révolutionnaire » ; aujourd'hui encore, ils n'en sont pas sortis.

Faut-il s'étonner que, dans ce texte du MFA, de telles positions aient coexisté avec celles, beaucoup plus franches dans leur caractère bourgeois, du P«C»P : « Renforcement et affermissement de l'autorité révolutionnaire du MFA, base indispensable pour un pouvoir d'État qui permette le développement normal et pacifique de la voie de transition au socialisme ». Et quant aux travailleurs en lutte, et à ceux qui les soutiennent, voici la position (inspirée par le P«C»P) : « On exercera la répression sous diverses formes, y compris l'action armée, si nécessaire, contre les groupes ou organisations qui par leur action et leur pratique perturbent systématiquement l'ordre public ».



La rupture avec le révisionnisme n'est pas vraiment établie : Vasco Gonzalves s'adressant à une manifestation.

Le 13 août, alors que les manifestations du Nord et la désaffection des travailleurs de la région de Lisbonne ont montré l'isolement du parti révisionniste, ces mêmes officiers « révolutionnaires » vont prétendre s'en démarquer par un document qui s'en prend au « dirigisme » et aux « tentatives de contrôle de l'appareil d'État » par ce parti. Et de réaffirmer leur attachement aux thèses de juillet concernant le « pouvoir populaire ». Démarcation bien fade, et qui manque l'essentiel : la nature de classe du parti révisionniste, la fonction politique fondamentale du révisionnisme lui-même, en tant qu'idéologie bourgeoise dans le mouvement ouvrier : détourner la classe ouvrière de son objectif révolutionnaire de destruction de l'appareil d'État bourgeois, de construction d'un État prolétarien. Le révisionnisme, on l'a vu au Portugal, s'accommode en définitive fort bien des illusions petites-bourgeoises entretenues dans les masses sur la construction à partir de la base d'une « démocratie directe », des critiques qui peuvent lui être adressées, avec un écho certain dans les masses, sur son caractère « bureaucratique ». Et pour cause : ce sont là discussion entre gens du même bord, querelles de ménage qui n'empêchent pas les retrouvailles. Le 25 août, diverses organisations petites-bourgeoises représentatives de ce courant passaient alliance avec le P«C»P dans un « Front Uni Révolutionnaire » ; quelques jours après, le P«C»P faisant appel à l'unité avec le PS était « exclu » du FUR... qui allait se retrouver à ses côtés pour la défense, dans les semaines suivantes, de ces « conquêtes populaires » d'un genre bien particulier, que représentaient les postes de l'appareil d'État auquel le P«C»P avait placé ses hommes.

Alliance pratique à l'occasion de telle action, de telle manifestation, le problème est mineur. Ce qui, fondamentalement, est en cause, c'est la façon dont la petite-bourgeoisie, par la ligne politique même qu'elle impulse, par les illusions qu'elle sème, ramène toujours, en définitive, les masses, à se tourner vers le révisionnisme comme la seule issue quand elles sont confrontées par leur propre mouvement à la question du pouvoir. Et ceux qui, comme on l'a vu aussi au Portugal, se tournent vers la bourgeoisie au nom de la lutte contre le révisionnisme, ne font que représenter, caricaturalement, un autre versant de la même classe, craintive par-dessus tout de se trouver sous la direction du prolétariat.

Pour faire la révolution, il faut à la classe ouvrière, qu'elle soit en France ou au Portugal, se soustraire dans la lutte à l'influence du révisionnisme. Sans rejeter les tendances conciliatrices de la petite-bourgeoisie, cette tâche ne peut être menée à bien.

Jean LERMET

travailleurs immigrés

LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS EN LUTTE

"on est exploité le jour à l'usine, la nuit dans le foyer"

PAR JOSÉ GARCIA

Paris-Rhône, Saint-Gobain, Brandt, des dizaines de foyers Sonacotra en grève, etc... Les travailleurs immigrés participent activement aux luttes malgré toutes les pressions dont ils sont l'objet. Comme à Saint-Gobain où les cadres vont faire pression sur eux pour les empêcher de participer à la grève. Malgré la procédure d'expulsion engagée contre Bechir Arfaoui...

La politique de la bourgeoisie en matière d'immigration n'a pas changé avec Dijoud, le contrôle est toujours à l'ordre du jour ! Ce contrôle prend d'autant plus de signification qu'il est lié aujourd'hui aux luttes qu'engagent les travailleurs immigrés que ce soit dans les foyers Sonacotra ou dans les usines aux côtés des travailleurs français. Ces luttes n'ont plus comme cible telle ou telle circulaire de la bourgeoisie mais elles sont dirigées directement contre la politique de crise. C'est en cela qu'aujourd'hui les grèves dans les foyers Sonacotra posent directement la question du chômage, de la dégradation des conditions de vie, de la nécessité de développer l'unité français/immigrés. Lors des dernières manifestations qui ont eu lieu dans la Construction, par exemple, beaucoup de travailleurs immigrés ont participé à ces mouvements. Le mot d'ordre « Français/immigrés, même combat » a été largement scandé mais les travailleurs immigrés reprenaient aussi largement « Les patrons en

prison », « Halte aux accidents de travail ». La volonté qui s'était exprimée de refuser tout licenciement en fin de chantier était totalement partagée par tous les travailleurs, de quelque nationalité qu'ils soient. Les travailleurs immigrés sont partie prenante de ce combat.

La lutte des pays du Tiers-Monde, les succès grandissant du peuple palestinien, dans son combat contre le sionisme, ont contribué d'une manière importante à mobiliser les travailleurs immigrés contre l'impérialisme français.

C'est ainsi que la procédure d'expulsion engagée contre Bechir Arfaoui prend toute sa signification. L'histoire de Bechir, c'est l'histoire de ses millions de frères de classe. Quittant son pays, la Tunisie, parce que les salaires y sont trop bas pour nourrir sa famille, l'impérialisme pillant ses richesses. Il connaît les foyers-casernes, les taudis, et entre rapidement en lutte contre la circulaire Fontanet. Il continue son combat. A travers son cas propre, c'est la volonté de la bourgeoisie d'empêcher les travailleurs immigrés de participer à l'offensive ouvrière qui s'exprime ! Mais le soutien que Bechir rencontre, aussi bien de la part des travailleurs français que des travailleurs immigrés, est significatif de la détermination existante à ne pas se laisser écarter du mouvement d'ensemble qui s'affirme de plus en plus.

La circulaire Fontanet a été définitivement abrogée par un décret du journal officiel le 25 novembre. Ce sont désormais les mesures Dijoud qui régulent le sort des travailleurs immigrés. La Circulaire Fontanet avait été mise en application par la bourgeoisie pour mieux contrôler le phénomène de l'immigration dans le but de diviser la classe ouvrière en brandissant la menace de l'expulsion pour tous ceux qui luttent.

MOBILISATION CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET



Dès son application, la lutte des travailleurs pour l'abrogation de la circulaire a pris une ampleur importante. Les Comités pour l'Abrogation de la Circulaire Fontanet ont joué un rôle important dans ce combat qui fit reculer la bourgeoisie quand à sa date d'appli-

cation (les mesures Gorse). Néanmoins le projet d'un contrôle de l'immigration par la bourgeoisie se mettait en place, avec la complicité des révisionnistes et des réformistes qui ne se contentaient que de vagues protestations (Le P«C»F n'avaient même pas désavoué la loi lors de sa

publication). Au moment de la guerre d'Octobre, la bourgeoisie qui se préparait à des expulsions massives a dû abandonner ce plan de manière à ne pas se heurter aux pays arabes. L'important pour elle étant de trouver du pétrole à meilleur marché.

AVEC POMPIDOU DISPARAIT FONTANET

Les présidentielles de 74 allaient permettre à la bourgeoisie de rejeter Fontanet qui était vraiment devenu trop impopulaire pour s'intégrer à un projet de « société libérale avancée » que prônait l'équipe giscardienne. La mise en place d'un Secrétariat à l'Immigration marquait aussi la volonté de la bourgeoisie de ne pas abandonner son projet de contrôle de l'immigration mais de le présenter sous un jour nouveau, à la Giscard.

DIJOU  
LE CHANGEMENT  
DANS LA CONTINUITÉ

Pour la bourgeoisie, il s'agissait, en nommant



parmi les 11 mesures Dijoud pour les femmes immigrées

La première mesure de Dijoud est caractéristique : « avant leur départ pour la France, les femmes participent dans leur pays à des séances d'information organisées par l'ON (Office National de l'Immigration) ». Nul doute sur le contenu de ces stages qui seront un moyen supplémentaire pour la bourgeoisie dès le départ de trier sur le volet certaines et rejeter les « indésirables ».

Le contrôle ne se limite pas là. Dès l'arrivée ce sont les services « sociaux » qui prennent le relais. Sous couvert de « social », la bourgeoisie se donne les moyens de faire dans l'ombre ce que Fontanet avait voulu faire en plein jour. Fontanet empêchait les femmes de rejoindre leurs maris. Dijoud, lui, va permettre aux femmes de venir en France mais en contrôlant le phénomène et en utilisant la constitution des familles pour freiner les luttes en tentant de procéder à une certaine intégration.

Dijoud, de renforcer en même temps le camp des Républicains Indépendants et de poursuivre l'objectif préalable. C'est ainsi que tout d'abord, le Conseil d'Etat rendit illégales deux mesures de la Circulaire Marcellin/Fontanet. Ce qui permis ensuite de faire croire qu'on allait refaire du neuf. Dijoud proposa tout d'abord la prolongation des mesures d'arrêt de l'immigration. Ensuite, ce fut un ensemble de mesures en 25 points qui, d'un côté, reprenait l'essentiel de la circulaire Fontanet, mais, d'un autre, présentait en même temps toute une série de vagues promesses sur « l'aménagement du logement », la « nécessité de développer la promotion », etc...

Ces discours étaient loin des problèmes des travailleurs immigrés sur qui une campagne sournoise de la bourgeoisie s'abattait, les rendant responsables du chômage. La crise ils la subissent aussi.

lettre ouverte du «comité de résidents» de Bures-sur-Yvette à la direction générale de la sonacotra à Paris

« L'Assemblée Générale des résidents a décidé, à l'unanimité, de payer à partir de décembre 75 un loyer de 180 francs.

Nous disposons de toutes petites chambres de 6 m<sup>2</sup> ; il n'y a pas de veilleur de nuit dans notre foyer et trois femmes de ménage seulement en assurent la propreté. Nous avons d'importantes charges familiales et ne pensons pas pouvoir payer un loyer plus élevé.

Le garage n'est pas gratuit. Pourquoi devons-nous payer un droit d'entrée aux spectacles organisés par le foyer ?

Problèmes de ventilation dans les cuisines. Draps et couvertures irrégulièrement changés.

Règlement intérieur pour obtenir le régime hôtel ( pour ne pas payer les impôts locaux ).

Avec le ferme espoir que vous comprendrez les motivations profondes de notre décision, nous vous prions de recevoir l'assurance de notre profond respect. » ( cette lettre a été signée par plus de 200 travailleurs du foyer des Ulis ).

FOYER Sonacotra en grève la lutte continue !

• La Sonacotra vole les ouvriers en demandant 270 F par mois pour une toute petite chambre de 6 m<sup>2</sup>. Elle prétend que ce prix n'est pas un loyer, mais dans la réalité, elle s'enrichit sur notre dos. Avec notre argent, elle construit d'autres foyers. Elle a maintenant 250 foyers en France, 66 000 lits.

• L'ouvrier est exploité le jour à l'usine, la nuit dans le foyer.

• En plus, avec ces foyers, les ouvriers immigrés ne peuvent pas faire venir leur famille en France.

CES FOYERS SONT DE VRAIES PRISONS ET LES GÉRANTS DES GARDIENS DE PRISON.

La bourgeoisie détruit les vieux quartiers et ne construit que des prisons Sonacotra pour le logement. Comme ça, les ouvriers immigrés sont obligés d'aller dans ces foyers car ils n'ont pas le choix, ailleurs, c'est interdit pour eux, ou c'est trop cher. Cela est fait exprès pour séparer les ouvriers français et les ouvriers immigrés pour les empêcher de défendre leurs droits et faire de la politique.

NOUS RÉCLAMONS TOUS LES MÊMES DROITS QUE NOS CAMARADES FRANÇAIS

- Nous réclamons :
- 1.- La liberté dans le foyer, la révision du règlement intérieur.
  - 2.- La démission immédiate des gérants racistes et provocateurs.
  - 3.- La révision totale du montant du loyer.

FACE AUX ATTAQUES DE LA SONACOTRA, UNE SEULE RÉPONSE : L'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE.

PAS DE LOGEMENTS SPÉCIAUX POUR LES OUVRIERS IMMIGRÉS MÊME TRAVAIL, MÊME LOGEMENT, MÊMES DROITS !

VIVE L'UNITÉ DES OUVRIERS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS VIVE LA LUTTE DES OUVRIERS, AU FOYER SONACOTRA ET DANS LES USINES !

Le comité des résidents du foyer Sonacotra de l'avenue Romain Rolland (St-Denis) (extraits)

interview de l'Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens

Nous avons demandé à des responsables de l'Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) comment, à leur avis, la crise touche les travailleurs immigrés.

Aujourd'hui, la crise touche tous les travailleurs en France, et en particulier, les travailleurs immigrés. Ces derniers sont les plus exposés à l'arbitraire des patrons et leur situation n'a cessé de s'aggraver. Le nombre des chômeurs immigrés a atteint des proportions alarmantes ( en un an 160 % d'augmentation contre 88 % pour l'ensemble des travailleurs ). Fire encore pour les immigrés qui sont régulièrement inscrits comme demandeurs d'emploi et qui se trouvent complètement démunis de toute ressource parce qu'on leur refuse un droit aux indemnités. Il faut ajouter à cela la répression qui s'accroît : rafles systématiques dans les quartiers et les stations de métro sous prétexte de lutte contre le banditisme, les policiers se livrent à des attaques racistes, des expulsions arbitraires.

Les travailleurs immigrés luttent aux côtés de leurs frères de classe les ouvriers français. L'UTIT en tant qu'organisation autonome a toujours œuvré dans ce sens.

décembre 1970 :

## TEMPÊTE RÉVOLUTIONNAIRE EN POLOGNE

Hier, s'est ouvert à Varsovie le septième congrès du Parti Ouvrier Unifié Polonais. Les 1 800 délégués entendent le rapport présenté par Gierk, sous le regard de Brejnev qui a tenu à assister à ce congrès. Il est vrai que le prolétariat polonais s'est récemment encore montré rétif à l'exploitation subie de la part de la nouvelle bourgeoisie polonaise : Gdansk est encore présent dans tous les esprits. Mais Gierk tentera de grimer en rose les sombres réalités du «socialisme» polonais : depuis le début de l'année, la Pologne connaît une crise économique et agricole (viande, lait manquent), en partie due à l'augmentation unilatérale par l'URSS des produits soviétiques importés en Pologne. De plus, Gierk peut compter sur les partis «frères» pour justifier sa politique : le P«C»F a tenu lui aussi à faire le déplacement, et à saluer les réalisations du «socialisme» polonais. De quoi faire réfléchir les ouvriers français qui aspirent réellement au socialisme et refusent le capitalisme d'Etat prôné par le P«C»F. (nous reviendrons sur le déroulement du congrès).

«NOUS VOULONS DU PAIN !», «NOUS VOULONS LA LIBERTÉ DE PAROLE !»

12 décembre 1970, Varsovie. Le gouvernement polonais annonce une série de hausses de prix : viande, 19%. Pain, 24%. Fromage, 25%. Chaussures, 23,8%. Etoffes de laine et de coton, 14,5%. Charbon, 10%.

En compensation (!) les prix de certains articles industriels comme les frigidaires et les téléviseurs baissent. Les dépenses moyennes d'une famille devront augmenter de 20% et on est en plein hiver. Les réactions sont immédiates : «*Quel sens a la baisse des prix d'un frigidaire, si je n'ai rien à y mettre dedans ?*» «*On peut acheter un téléviseur tous les dix ans, malheureusement, il faut manger tous les jours.*»

14 décembre : les ouvriers des chantiers navals de Gdansk, port de la Baltique, se mettent en grève et partent en manifestation contre

les responsables de cette aggravation de leurs conditions de vie. Ils encerclent radio Gdansk pour exiger d'y parler. On leur refuse. Ils se rassemblent devant le siège du comité du Parti Ouvrier Unifié de Pologne (POUP). Le 15 décembre : le mouvement gagne les villes voisines de Gdynia et de Sopot. Des dizaines de milliers de manifestants encerclent le siège du POUP en chantant l'Internationale et en scandant : «*Donnez-nous du pain !*», «*Nous voulons la liberté !*», «*A bas la dictature bourgeoise de Gomulka !*», «*Vive la dictature du prolétariat !*». La répression du gouvernement de Gomulka est féroce : tanks, blindés et hélicoptères tirent sur les ouvriers : 6 tués, 115 blessés. Couvre-feu à Gdansk, Gdynia et Sopot, annulation des vols vers ces régions, rupture de communications téléphoniques. La région isolée est livrée aux brutalités policières et militaires. A la radio, les autorités

se répandent en injures contre les ouvriers en grève traités de «hooligans» (vovou), «aventuriers», «étrangers à la classe ouvrière»...

Les masses refusent de plier, le siège provincial du POUP est incendié et le mouvement gagne la région de Szczecin le 17 décembre. Les manifestants aux cris de «*Nous sommes des ouvriers, non des hooligans !*» bombardent les flics armés, de cocktails molotov, brûlent les voitures de police, incendient le siège du Parti révisionniste et les bureaux de police. Dans tous les grands centres industriels et même à Varsovie, les ouvriers se mettent en grève.

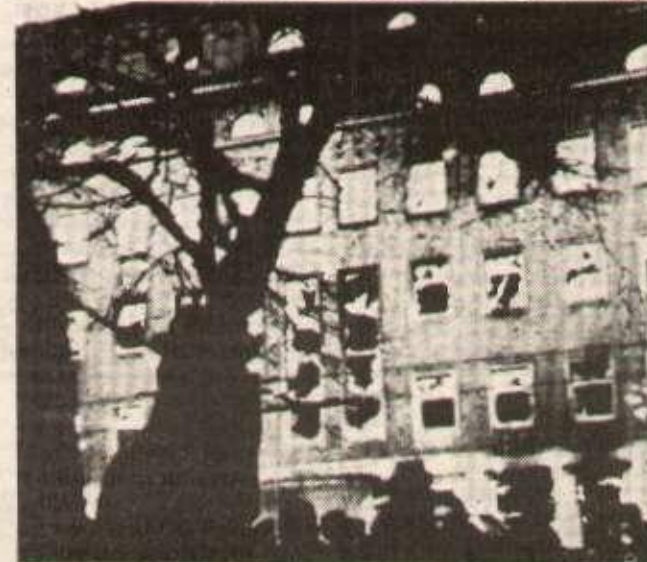
Le 20 décembre, le pouvoir, obligé de reculer, remplace en catastrophe Gomulka (écarté officiellement pour «raisons de santé») par Gierk. Celui-ci déclare aussitôt qu'«aucune émeute ne sera permise» mais pour tromper les masses et calmer leur indignation, il condamne les augmentations de prix et parle d'«améliorations». Le mouvement se poursuit encore et en janvier les ouvriers de Szczecin déclenchent une nouvelle grève, montrant leur méfiance vis-à-vis des déclarations verbales de Gierk.

## UN PAYS GANGRÉNÉ PAR LE CAPITALISME

Un mouvement de masse d'une telle ampleur ne s'est pas déclenché comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Les ouvriers de Gdansk et de Szczecin réclamaient du pain mais ils criaient aussi «*A bas la dictature bourgeoise de Gomulka ! Vive la dictature*

du prolétariat !». Ils exprimaient leur mécontentement accumulé depuis des années contre le pouvoir de Gomulka qui sous couvert de «réformes économiques», «d'auto-gestion des entreprises» avait rétabli peu à peu le capitalisme en Pologne depuis 1956. Comme en URSS, le profit redevenait le moteur de l'économie. Le fonctionnement des entreprises était bouleversé : à la place des

exploités dans le commerce privé. Et dans les campagnes, le sabotage de l'économie socialiste était encore plus grave. Arrêt brutal de la collectivisation des terres, autorisation de la vente libre des terrains. Résultats : 85% des terres cultivées aux mains de personnes privées, des millions de paysans pauvres exploités par les gros paysans, la nouvelle bourgeoisie et le clergé catholique



Décembre 1970 : les travailleurs polonais attaquent le siège du parti révisionniste à Szczecin.

organismes collectifs de direction des entreprises, des «experts» nommés par l'Etat qui prennent peu à peu tous les droits du chef d'entreprise. Pour les ouvriers c'était le retour aux conditions de l'exploitation capitaliste. A cela s'ajoutait un secteur privé de plus en plus important : 200 000 ouvriers exploités pour le compte de patrons privés, sans compter le secteur très développé de l'artisanat. Un nombre encore plus élevé était ex-

réactionnaire comme avant le socialisme. Pour la Pologne, autrefois exportatrice de produits agricoles, 2 millions de tonnes de produits agricoles importés, une pénurie de pain, de farine, de viande et de lait permanente. Par contre, du bacon polonais exporté en Angleterre et en Allemagne de l'Ouest pour les plus grands profits de la bourgeoisie polonaise et la clique de Gomulka.

(à suivre)  
Joëlle FECLAZ

## feuilleton

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

## LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

DANS LES MINES LA REPRESSION EST QUOTIDIENNE

AVEC LA FERMETURE DES Puits, LA DÉSORGANISATION DES MINEURS

La politique de récession des Houillères, avec la fermeture de nombreux puits, a contribué largement à la désorganisation. En effet, au fond les mineurs ont peu de moyens de se connaître : ils sont dispersés sur de nombreux chantiers, éloignés, isolés les uns des autres, et chaque chantier n'en occupe qu'un faible nombre, par exemple, dans une taille de charbon, ils sont 10 ou 15, parfois moins. Durant le poste, le lavabo n'est guère que le seul moyen de se rencontrer. Les lavabos (les douches) constituaient le lieu privilégié pour les prises de parole des syndicats. Avant la récession, le coron était-il un lieu essentiel de rencontre : c'est souvent là qu'ont pu se nouer les liens indispensables pour préparer de grandes luttes : les mineurs d'un même coron travaillaient au même puits, à quelques centai-

Il y a bientôt un an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 de Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée ; Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec les mineurs de Liévin. Ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

nes de mètres du lieu d'habitation. Avec la fermeture de nombreux puits, une grande dispersion s'est produite. De plus en plus de mineurs doivent aller travailler loin du coron à 30 ou 40 kms. Les mineurs d'un même coron sont envoyés dans des puits différents, leurs horaires sont différents, ceci étant encore renforcé par l'établissement de postes de travail à des heures très variées : les inter-postes.

La fosse 4 de Lens est un exemple caractéristique de cette nouvelle situation imposée aux mineurs. Ils viennent de Béthune, de Bruay, de Calonne-Ricouart etc... par des cars qui doivent effectuer des circuits compliqués, allongeant d'autant le temps passé hors du coron pour le travail.

Les Houillères ont profité de la politique de récession pour tenter de briser les habitudes, pour tenter

de dissoudre les groupes d'amis et tous les liens établis entre les familles d'un même coron de génération en génération, et qui faisaient que la lutte était plus facile car on se connaissait mieux.

Les Houillères savent que les mineurs supportent mal de tels changements, aussi font-elles des mutations individuelles un moyen de pression permanente, une de leurs armes privilégiées pour essayer de faire régner la «paix sociale».

## LES MUTATIONS

La tactique n'est pas nouvelle : dès qu'un mineur est repéré comme combatif, on le change d'équipe ou de fosse, on fait tout pour l'isoler ; dès qu'une équipe de travail est soudée, et décidée à ne pas se laisser faire, la direction des Houillères cherche à briser cette uni-

té en décomposant cette équipe.

Un abatteur de la fosse 4 qui travaillait à la 3 au moment de la «catastrophe» dénonce : «*Aujourd'hui, on est arrivé à un tel régime que les mineurs ont peur, les Houillères cherchent à diviser. Dès qu'il y en a un qui ouvre sa gueule dans une équipe de travail, s'ils voient que dans cette équipe ça bouge, ils cherchent à diviser le groupe... Avant, quand une équipe, un groupe avait fini son travail dans une taille, c'est la même équipe qui partait travailler ailleurs... Maintenant, ils cherchent à diviser à fond... Et si un gars ouvre sa gueule, il peut être muté... Avant quand une taille était abandonnée, par exemple, les 30 gars qui s'occupaient de cette taille repartaient dans une autre ; maintenant si on voit que ça gueule on divise... Les mineurs aujourd'hui, ils ont peur. Les gars ont souvent peur d'être déplacés car ils perdent beaucoup sur le salaire. Ce qui joue aussi, c'est qu'on ne se connaît pas beaucoup entre chantiers. Avant, au 3 de Liévin, quand il y avait une grève, tout le monde faisait grève parce qu'on se connaissait tous, on vivait tous dans le*

même coron... Quand on a fait grève pour la prime de nuit au 4, on était tous des copains d'ici, les Marocains aussi ont fait grève, seulement ceux des bus sont allés travailler, ils n'ont pas fait grève, les bus les déposent à la fosse et repartent aussitôt...»

«*On nous met dans le brun, on nous mute dans des parcours dangereux ou bien des parcours difficiles, où on ne gagne pas sa journée...»*

«*Une fois, dit D..., 25 ans, 9 ans de fond, abatteur à la fosse 4, j'avais trop de travail, trop de bidules (piles de soutènement marchant) à bouger et il fallait arroser en plus ; je n'avais pas le temps par manque de personnel. Le porion m'a puni, il m'a changé de quartier, il m'a mis dans une taille dangereuse où il y avait des éboulements et mon salaire a baissé de 20% parce que d'abord il y avait moins de rendement ; au lieu de faire 4 passes, on en faisait une. A six Silons, on arrivait à faire 90 F dans la journée, et à Marthe on était au barème de 50 F par jour : il y avait des éboulements, on passait la journée à renforcer les piles et à nettoyer à la pelle la terre qui tombait...»*

(à suivre)

## télévision

## programme

MARDI 9 DÉCEMBRE

TF 1  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - LA JUSTICE DE SIMON L'INDIEN  
21 h 30 - QUOI ? DE QUI ?  
22 h 20 - PLEINE PAGE  
23 h 00 - JOURNAL

A 2  
18 h 30 - JOURNAL  
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN : «*Daniel, Simone, Claude... et un million d'autres*» - (le chômage)  
23 h 15 - JOURNAL

FR 3  
18 h 55 - JOURNAL  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
19 h 55 - JOURNAL  
20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX  
20 h 30 - «*SI J'ÉTAIS ESPION*» - film de Bertrand Blier (1967)  
22 h 00 - JOURNAL

MERCREDI 10 DÉCEMBRE

TF 1  
18 h 15 - A LA BONNE HEURE  
18 h 45 - REINEFEUILLE  
18 h 55 - L'ILE AUX ENFANTS  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - «*LA MAISON DES RENARDS*» de R. Thomas  
21 h 50 - RECHERCHE D'UN HOMME  
22 h 40 - JOURNAL

A 2  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - MANNIX  
21 h 30 - C'EST-A-DIRE  
23 h 00 - JOURNAL

FR 3  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
19 h 55 - JOURNAL  
20 h 30 - «*LE ROUGE ET LE NOIR*» - film de C. Autant-Lara (1954)  
22 h 15 - JOURNAL

\*A l'heure où nous imprimons, aucune confirmation n'est faite pour le dossier «chômage» d'André JAMMOT. Antenne 2 a programmé cette émission depuis 2 mois, mais l'a déjà plusieurs fois reportée. C'est que parler du chômage aujourd'hui pose problème. Un film débute l'émission. Trois chômeurs sont interviewés : un jeune qui sort du CET, une ouvrière et... un patron sans emploi ! Aucun n'est invité au débat. Pour parler à leur place, des patrons et des membres du gouvernement seront là. Il sera intéressant de voir quelles explications ils donnent, alors que déjà dans de nombreux endroits, l'offensive s'engage. La remarque est tout aussi valable en ce qui concerne les dirigeants syndicaux qui doivent venir discuter avec les premiers. Nous verrons quelles sont leurs propositions.

international

# ARGENTINE

## LA MILITARISATION CROISSANTE DE LA VIE POLITIQUE

Depuis quelque temps, l'armée intervient de plus en plus directement en Argentine. Il ne s'agit plus seulement d'écraser les foyers de guérilla de la région de Tucuman, il s'agit aussi d'un intense quadrillage militaire dans les grandes villes, en particulier à Buenos Aires depuis le 1<sup>er</sup> décembre ; une fois que les quartiers sont investis par l'armée, la police «régulière» ou parallèle (les deux sont passés sous le contrôle de l'armée), se livre à des expéditions punitives, des enlèvements, des assassinats ; il y en a environ 30 par jour actuellement, sans compter les 3000 arrestations dénom-

brées ces seuls derniers jours.

Deux facteurs expliquent cette prise en mains de la répression par l'armée. D'une part, les mouvements de guérilla et les actions terroristes de la petite bourgeoisie radicalisée (Montoneros et ERP) semblent résister plus longtemps que prévu ; aucun des moyens mis en œuvre jusqu'à maintenant n'a réussi à les liquider. D'autre part, les luttes ouvrières se poursuivent depuis de nombreux mois, non seulement pour les revendications salariales, mais contre la bureaucratie syndicale liée à l'appa-

reil d'état, à tel point que les grandes entreprises multinationales comme Ford, Chrysler préfèrent signer des conventions avec les Comités de Lutte plutôt qu'avec les syndicats officiels.

Le général Jauregui a notamment déclaré que l'armée était décidée à mener une véritable guerre sur tous les terrains où se déroulent des mouvements : «dans les montagnes de Tucuman, dans les rues de nos villes, dans les usines où l'on tente de saboter notre capacité de production...»

Une telle intervention de l'armée ne se comprend

que par rapport à l'état des mouvements de luttes et par rapport à la décomposition du pouvoir politique comme de l'ampleur des difficultés économiques : 14% d'inflation pour le seul mois d'octobre, déficit des finances publiques, 6% de chômage dans la région de Buenos Aires.

Devant la gravité des difficultés, l'oligarchie argentine ne semble avoir d'autre choix que d'accepter l'intervention croissante de l'armée, que celle-ci se fasse sous couvert d'un gouvernement civil ou directement sous la forme d'un coup d'Etat militaire....

# TIMOR - SAHARA CONTRE L'INVASION

Timor, petit pays de 650 000 habitants est envahi par l'armée indonésienne, alors que son peuple vient de proclamer l'indépendance ; le Sahara Occidental, petit pays de 74 000 habitants, est envahi par l'armée marocaine quand l'Espagne coloniale est obligée de s'en retirer. Deux invasions militaires, pour soumettre par le massacre, les peuples de petits pays qui accèdent à l'indépendance aux appétits des grands voisins plus puissants. Au lieu de l'unité, c'est la guerre au sein même du Tiers Monde, que le gouvernement indonésien et la monarchie marocaine instaure.

Et l'on a vu les Etats-Unis et l'URSS offrir leurs services en prévision d'une guerre au Maghreb, les

USA appuyer l'intervention indonésienne. Les appétits des classes au pouvoir au Maroc et en Indonésie offrent aux Etats-Unis et à l'URSS l'espoir de regagner le terrain qu'ils perdent face aux pays du Tiers-Monde unis pour le contrôle de leurs richesses nationales et de leurs économies. L'unité des pays du Tiers Monde ne peut être qu'une unité de pays libres de toute domination étrangère. Cette unité est une conquête des peuples du Tiers-Monde qui ont combattu l'impérialisme, notamment les armes à la main. Ce sont eux qui mettront fin aux aventures sanglantes qui, en massacrant leurs frères, mettent en danger l'indépendance de leurs pays.

Grégoire CARRAT

## SAHARA OCCIDENTAL : Hassan II réalise la vraie marche verte

Mohamed Ould Lahbib ainsi que son frère Brahim : égorgés en public, à midi, devant la population mise à genoux, Lahbib Ould Baba, sa fille, 2 ans et son fils 6 ans, égorgés l'un après l'autre devant leur maison. La liste est longue, depuis l'intervention, le 1<sup>er</sup> novembre, des troupes marocaines dans le Sahara Occidental. Elle s'allonge chaque jour depuis le 27 novembre, depuis que les troupes marocaines plus nombreuses, 15 000 hommes, ont

l'armée espagnole aux troupes marocaines ont été étranglés ; «nous n'allons pas dépenser des balles pour eux» déclarait un officier marocain.

La vraie marche verte est en route ; l'armée marocaine avance dans le Sahara en direction des mines de phosphates. Le roi du Maroc n'est pas parvenu à El Aïoun en novembre parce que le peuple sahraoui lui barrait la route. Aujourd'hui, il doit

## TIMOR : massacres dans la capitale envahie par les troupes indonésiennes

«Ils descendent la rue principale maintenant... puis le silence. Le radio amateur a cessé d'émettre, après avoir donné les dernières paroles du peuple timorais libre. «Nous allons être tués, faites quelque chose... faites quelque chose». Dans la ville, les parachutistes et les fusiliers marins indonésiens massacrent, hommes, femmes et enfants, le peuple timorais qui dansait il y a une semaine, pour les fêtes de l'indépendance.

Le gouvernement portugais a rompu ses relations diplomatiques avec l'Indonésie en signe de protestation. Protestation qui vient bien tard, après que l'armée portugaise ait laissé le champ libre à l'Indonésie en se retirant sans avoir voulu négocier avec le FRETILIN, en multipliant par contre les tractations avec l'Indonésie... Le gouvernement social-démocrate portugais, de Soarès qui a été ministre des colonies à Melo Antunes, ministre des affaires étrangères, en passant par Almeida Santos, est aussi responsable de

l'assassinat du peuple de Timor Est.

Les Etats-Unis comprennent la position de l'Indonésie... et ne reconnaîtront pas la République proclamée par le FRETILIN. (Front de Timor pour la Libération Nationale) déclarait Kissinger à Djakarta à la suite de la visite de Ford en Indonésie. Depuis des mois, l'Indonésie multiplie les interventions militaires contre le peuple de Timor Est, ancienne colonie portugaise, incursions militaires et bombardements des régions frontalières à partir de la partie ouest de l'île qui fait partie de l'Indonésie. Le 4 décembre le ministre de l'information déclarait que Timor indépendant menaçait la sécurité indonésienne et que toutes les mesures seraient prises pour rétablir l'ordre à Timor. Aujourd'hui, c'est fait ! avec l'approbation des Etats-Unis. C'est fait par le massacre, par l'armée indonésienne qui, en 1965 massacrait un million de personnes accusées d'être communistes, pour installer au pouvoir Suharto, le président actuel de l'Indonésie.



Le peuple sahraoui s'organise pour résister à l'invasion

investi la ville de Smara au Nord. Les tentes brûlées, les vivres détruites, tracent la route de l'avance marocaine.

L'armée espagnole prépare directement le terrain aux troupes du Maroc. Elle donne ses cartes établies au cours de la colonisation et de la guerre contre le peuple sahraoui, elle désigne les suspects à l'armée marocaine. Dans l'attente des troupes marocaines El Aïoun est sous un couvre feu renforcé, le quartier des maisons de pierres, principal quartier populaire est ceinturé de barbelés surveillés par la légion espagnole, 18 suspects remis par

envoyer le quart de son armée pour pouvoir occuper quelques villes. Les troupes marocaines veulent chasser le Front Populaire de Libération du Sahara et Rio del Oro du nord du Sahara en occupant toute la région. Mais les villes de vident, les familles rejoignent le front, qui organise des camps pour accueillir ceux qui arrivent de Smara et des localités occupées du nord, mais aussi ceux qui arrivent d'El Aïoun, parce qu'ils veulent s'organiser pour combattre. L'armée marocaine ne trouve en face d'elle qu'un peuple tout entier déterminé à chasser les envahisseurs.

# le quotidien du peuple

## PORTUGAL

### DEUX VOIES POUR LA BOURGEOISIE

Au début du week-end, on annonçait l'arrestation d'Almeida Contreiras (directeur du service des renseignements) et de Miguel Judas, ancien responsable de la «commission d'extinction de la Pide. Ainsi la «remise en ordre» entreprise par la bourgeoisie dans l'armée touche particulièrement aujourd'hui les officiers les plus proches du parti révisionniste.

Cependant, l'attention se porte aujourd'hui sur les solutions politiques que la bourgeoisie va adopter après la crise militaire du 25 novembre. Deux événements récents sont venus confirmer le choix devant lequel elle se trouve placée. D'une part, le meeting organisé, dimanche soir, par le P(C)P à Lisbonne. A cette occasion, Alvaro Cunhal a confirmé l'objectif de gouvernement PC/PS qui est depuis plusieurs semaines l'objectif tactique des révisionnistes. Il ne s'est cependant pas montré satisfait des récentes déclarations de Mario Soares, secrétaire du Parti Socialiste, insistant sur la participation du P(C)P au gouvernement ; la direction du PS «insiste dans une politique d'anti-communisme primaire».

Cependant, le congrès du «Parti Populaire Démocratique» (PPD) est venu tracer l'autre alternative qui s'ouvre à la bourgeoisie : la répression ouverte des masses au lieu de leur contrôle par le

moyen de la participation révisionniste au gouvernement. En effet, si, dans la nuit de samedi, Sa Carneiro, secrétaire général, avait annoncé que son parti pouvait accepter de siéger au côté de ministres du P(C)P, les conditions qu'il y avait posées entraient directement en contradiction avec le projet révisionniste : en particulier, la révision du pacte MFA-partis politiques (signé en avril 75), etc... La preuve du caractère contradictoire des deux projets en présence a justement été apportée par la scission «de gauche» qui est intervenue au cours du congrès du PPD. Emidio Guerreiro, en quittant la salle, a affirmé : «J'ai passé une vie entière dans la lutte pour la liberté et la démocratie : je ne peux pas continuer par ma présence à donner du PPD une image de ce qu'il n'est pas».

C'est dans les prochains jours que la bourgeoisie portugaise va devoir trancher entre les deux options qui s'offrent à elle, dans des conditions où, d'une part, les tendances «de droite» s'affirment de plus en plus dans ses propres rangs, mais où, d'un autre côté, chaque jour qui s'écoule depuis le coup du 25 novembre, rend plus difficile le recours à la répression ouverte, en laissant au mouvement des masses le temps de se ressaisir.

de notre correspondant Antoine JALLIEU

## Cambodge : l'armée révolutionnaire cambodgienne aide les paysans

L'armée révolutionnaire cambodgienne participe pleinement à la bataille lancée par les paysans cambodgiens, avant même la libération complète du pays : de nombreux ouvrages hydrauliques ont été construits par des unités de l'armée stationnées dans la province de Prey Veng, dont une digue de 3 kilomètres de long. A Chuy Changvar, ils y construisent une digue de 4 kilomètres et réparent un réservoir de 40 000 mètres cubes. L'ensemble de ces travaux sert directement les paysans cambodgiens.

Les unités de l'armée cultivent elles-mêmes des rizières qu'elles ont défrichées, certaines unités ont cultivé des légumes et des cultures industrielles et élevé du bétail et de la volaille pour subvenir à leurs propres besoins et ne pas être un parasite vivant aux crochets du peuple.

## Canada : grèves ouvrières et manifestations nombreuses contre le blocage des salaires

15 000 ouvriers et employés ont manifesté dans les rues de Montréal sous le mot d'ordre «Fin au blocage des salaires», institué par les mesures «anti-inflation» du gouvernement. Le 1<sup>er</sup> décembre, 8 000 ouvriers des usines de vêtement de Québec ont déclenché une grève, obligeant 130 usines à fermer. 25 000 ouvriers des papeteries sont également en grève.

Dans tout le Canada, grèves et manifestations contre les tentatives bourgeoises de faire payer la crise aux travailleurs.